INTERNATIONAL • OTAN

L'OTAN souhaite une procédure accélérée pour l'adhésion de la Suède et de la Finlande

Le secrétaire général de l'Alliance, Jens Stoltenberg, a affirmé que la Turquie avait « clairement indiqué son intention de ne pas bloquer » l'entrée des deux pays.

Par Jean-Pierre Stroobants (Bruxelles, bureau européen)

Publié hier à 21h21, mis à jour à 07h43 · Lecture 3 min.

Article réservé aux abonnés



Le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, s'exprime par écran vidéo interposé aux côtés de la ministre des affaires étrangères allemande, Annalena Baerbock, le 15 mai 2022, à Berlin. KÉVIN LAMARQUE / AFP

Réunis de manière informelle à Berlin, samedi 14 et dimanche 15 mai, les ministres des affaires étrangères des 30 pays membres de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) avaient prévu de célébrer un *« moment historique »* avec les demandes d'adhésion, désormais officielles, de la Finlande et de la Suède. *« Des membres qui, simplement, n'ont pas encore leur carte »*, selon la ministre des affaires étrangères allemande, Annalena Baerbock. Avec les déclarations, vendredi, du président turc, Recep Tayyip Erdogan, l'enthousiasme avait toutefois été un peu douché.

Lire aussi : Guerre en Ukraine, en direct : la Finlande et la Suède ouvrent la voie à une candidature commune à l'OTAN

Une adhésion doit être approuvée à l'unanimité des Etats membres et M. Erdogan avait annoncé qu'il ne pourrait soutenir le projet de deux pays favorables à *« de nombreuses organisations terroristes »*. A savoir le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et les Unités de protection du peuple (YPG), branche armée du Parti de l'union démocratique kurde en Syrie, où il participait à la lutte contre l'organisation

Etat islamique. Dimanche, le ministre des affaires étrangères turc, Mevlüt Çavusoglu, ciblait encore des *« réunions »* tenues par des responsables suédois et finlandais avec ces organisations et des livraisons d'armes de la Suède aux YPG.

Eclaircir des « malentendus » avec la Turquie

« Je suis un peu déconcerté, réagissait le président finlandais, Sauli Niinistö. *J'ai eu une conversation avec le président Erdogan il y a un mois environ. C'est lui qui a mentionné notre demande d'adhésion à l'OTAN* (...) *et qui a dit* [que la Turquie] *y répondrait favorablement. Je l'ai remercié* (...). *Donc vous pouvez imaginer que je suis un peu dans la confusion. »*

Du côté suédois, la ministre des affaires étrangères, Ann Linde, jugeait nécessaire d'éclaircir des « malentendus », mais confirmait qu'à l'instar des Etats-Unis et de l'Union européenne, son pays considérait bien le PKK comme une organisation terroriste. En revanche, Stockholm insiste pour maintenir le dialogue avec d'autres organisations kurdes.

Des conversations entre toutes les parties ont finalement permis au secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, d'affirmer, dimanche après-midi, que la Turquie avait *« clairement indiqué son intention de ne pas bloquer »* l'entrée d'Helsinki et Stockholm dans le club transatlantique. Le *« fort soutien »* d'Antony Blinken, le chef de la diplomatie américaine, aux deux pays nordiques a sans doute également influencé ce revirement.

Lire aussi : Guerre en Ukraine en direct : la Turquie se dit prête à discuter avec la Finlande et la Suède de leur candidature à l'OTAN

Si Ankara n'avance pas de nouvelles objections, c'est une procédure accélérée qui sera lancée pour raccourcir au maximum le délai avant une adhésion complète des deux pays. Il a fallu treize mois pour intégrer le 30e membre, la Macédoine du Nord, en 2020.

Matériels compatibles

Il n'y a pas de doute quant à deux des conditions fixées aux requérants : leur apport à la sécurité collective de l'Alliance et leur capacité à souscrire aux obligations de celle-ci. Soit une série de critères militaires, juridiques et politiques, sans oublier la contribution au budget de l'organisation. Des discussions ont en fait été menées à Bruxelles depuis quelques semaines et les deux pays nordiques ne sont pas des inconnus pour leurs futurs alliés, avec lesquels ils ont participé à des exercices. Ils ont aussi contribué à des missions en Afghanistan, en Irak, dans les Balkans et au Mali, en soutien de la « Task Force Takuba ». La Finlande et la Suède ont aussi veillé à ce que leurs matériels soient *« interopérables »*, à savoir compatibles avec les normes otaniennes, ce qui va faciliter leur intégration.

Lire aussi : En envahissant l'Ukraine, Vladimir Poutine a ressuscité l'OTAN

Si les pays candidats à l'adhésion doivent effectuer des réformes après un premier rapport à l'OTAN, ils sont invités à fournir un calendrier de celles-ci avant d'adresser leur lettre d'intention au secrétaire général. Les Etats membres et leurs Parlements doivent ensuite ratifier le protocole d'adhésion et signifier leur décision aux Etats-Unis, dépositaires du traité de l'Atlantique Nord, acte fondateur de l'OTAN, signé par douze Etats le 4 avril 1949, à Washington.

« Nous avons les capacités, nous sommes déjà très interconnectés avec l'OTAN et nous sommes de proches partenaires », disait dimanche la première ministre finlandaise, Sanna Marin, qui plaidait pour une intégration la plus rapide possible. Suédois et Finlandais redoutent, en effet, d'éventuelles actions de représailles de la Russie, alors qu'ils ne bénéficieront de la protection de l'article 5 (une solidarité de tous les membres en cas d'agression) qu'une fois leur entrée dans l'Alliance définitivement actée.

Lire aussi : La Finlande souhaite que le processus d'adhésion à l'OTAN soit le « plus rapide possible »

Un réel problème stratégique pour Moscou

Dans l'intervalle, les deux pays seront assurés d'une protection de l'Union européenne, grâce à la clause d'assistance mutuelle incluse dans son traité. Le Royaume-Uni a, par ailleurs, lui aussi promis son aide. Mais ils veulent surtout la garantie d'une protection de l'OTAN et des Etats-Unis. Jens Stoltenberg les a assurés d'une réponse rapide à leurs *« préoccupations »*.

Evoquant une conversation récente avec son homologue russe, Vladimir Poutine, M. Niinistö parlait dimanche d'un échange *« très calme »*, sans *« aucune menace »*. Il ajoutait : *« Mais nous devons, bien sûr, garder en mémoire les précédents commentaires de la Russie.* (...) *Pour le moment, tout va bien, mais quand vous parlez de sécurité, vous devez rester éveillé et prudent en permanence. »*

Lire aussi : La Finlande pour une adhésion « sans délai » à l'OTAN, la Russie dénonce une menace

M. Stoltenberg a souligné, de son côté, que l'OTAN pourrait renforcer sa présence *« sur terre, sur mer et dans les airs »* dans la région de la Baltique. De quoi, selon Yannick Quéau, directeur à Bruxelles du Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité, poser un réel problème stratégique à Moscou. *« Tous les Etats riverains de la Baltique seront désormais membres d'une Alliance hostile à la Russie et cela lui posera des problèmes de gestion de l'espace aérien et d'accès au port de Saint-Pétersbourg, avec des effets en matière de sécurisation, d'approvisionnement et de gestion militaire. »*

Lire aussi : La confrontation nucléaire, un scénario évoqué avec de plus en plus d'insistance en Russie

Jean-Pierre Stroobants (Bruxelles, bureau européen)